

Bulletin
FLASH
Revenu disponible
Mars 2018

Le revenu disponible est un agrégat du secteur des ménages du Système des comptes macroéconomiques qui permet de mieux saisir la situation économique et le niveau de richesse d'un territoire. Le revenu disponible par habitant correspond à la somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné, auxquels sont soustraits les transferts payés par ceux-ci aux secteurs institutionnels, dont l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations aux régimes d'assurance sociale ainsi que les cotisations payées par les employés à un régime de retraite à prestations et à cotisations déterminées, divisée par la population totale du territoire. Il représente donc le revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire.

Les principales composantes du revenu des particuliers sont, dans l'ordre, la rémunération des salariés, les transferts des administrations publiques (prestations de la Sécurité de la vieillesse, d'aide sociale, d'assurance-emploi, etc.), le revenu net de la propriété, le revenu mixte net et les transferts des sociétés financières (prestations de retraite versées par les régimes à prestations et à cotisations déterminées). Il importe de mentionner que les transferts sociaux en nature, lesquels correspondent aux biens et services fournis gratuitement ou à faible coût aux citoyens par les administrations publiques, tels que les soins médicaux, ne sont pas considérés dans le revenu disponible.

Selon les plus récentes estimations, le revenu disponible par habitant a progressé au Québec, en dollars courants, de 2,7 % en 2016. Dans le même temps, l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages a augmenté de 0,7 %. Ce qui signifie que le pouvoir d'achat des Québécois, mesuré par le revenu disponible réel, s'est accru de 2,0 % en 2016, soit une croissance similaire à celle observée un an plus tôt (+ 2,1 %).

Au Canada, la croissance du revenu disponible réel a été quasi nulle en 2016 (+ 0,1 %), les hausses enregistrées dans sept provinces et deux territoires ayant été contrebalancées, en grande partie, par des baisses survenues en Alberta (– 8,9 %), en Saskatchewan (– 2,7 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (– 0,7 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (– 0,5 %). Il s'agit de la pire performance du Canada depuis le repli de 0,7 % mesuré en 1996.

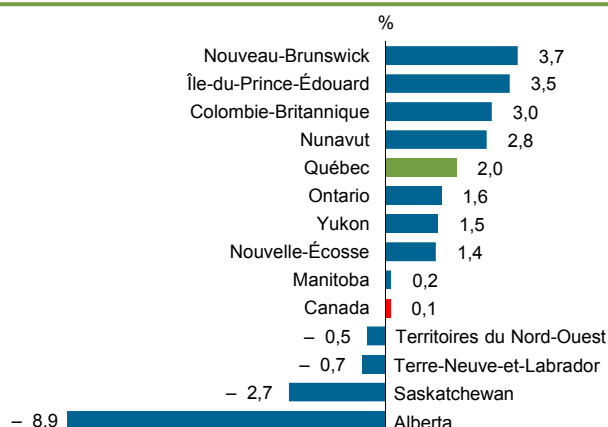
La croissance du revenu disponible au Québec en 2016 provient essentiellement de l'augmentation de la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible, ainsi que des rentes versées par les régimes de retraite à prestations et à cotisations

déterminées. En parallèle, l'impôt sur le revenu des particuliers et les cotisations aux régimes d'assurance sociale ont progressé plus lentement que les transferts reçus par les particuliers des administrations publiques.

En dépit d'une croissance nettement plus forte du revenu disponible par habitant au Québec, ce dernier continue d'être plus faible que celui au Canada; il est de 27 723 \$ dans la province contre 31 781 \$ dans l'ensemble du pays. Parmi les treize provinces et territoires, le Québec figure en fin de classement avec l'Île-du-Prince-Édouard (28 112 \$), la Nouvelle-Écosse (28 519 \$) et le Manitoba (29 076 \$).

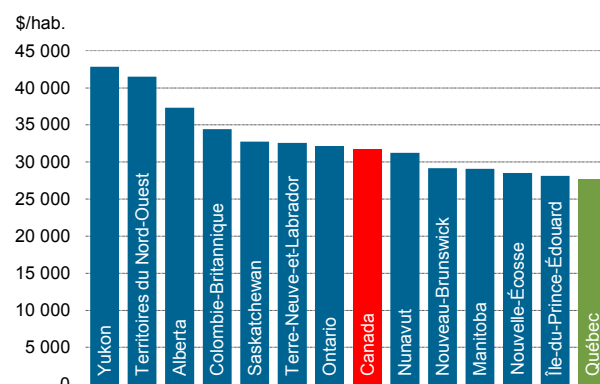
C'est le Yukon qui présente le revenu disponible par habitant le plus élevé au pays, celui-ci atteignant 42 850 \$. Viennent immédiatement ensuite les Territoires du Nord-Ouest (41 486 \$) et l'Alberta (37 298 \$). Quant à la province la plus peuplée, l'Ontario (32 093 \$), elle affiche, pour la première fois depuis 2011, un revenu disponible par habitant supérieur à la moyenne canadienne.

Figure 1
Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en termes réels, provinces, territoires et Canada, 2015-2016



Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 2
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2016



Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

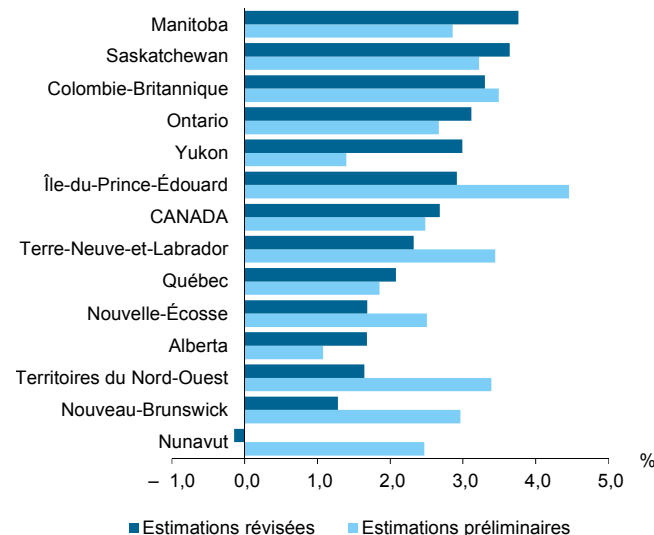
Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec une certaine prudence

Les estimations sur le revenu disponible par habitant sont révisées régulièrement afin d'y intégrer les données les plus complètes provenant de différentes sources de données (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Tant le numérateur (revenu disponible) que le dénominateur (estimation de la population totale) sont sujets à des révisions. Généralement, les révisions annuelles¹ touchent les trois à quatre années les plus récentes. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données préliminaires. Ces révisions peuvent entraîner des changements qui sont non négligeables sur les taux de croissance du revenu disponible par habitant. Par exemple, pour le territoire du Nunavut, les estimations révisées indiquent une baisse réelle de 0,1 % du revenu disponible par habitant en 2015, tandis que les estimations préliminaires pointaient plutôt vers une augmentation de 2,5 %. Au Québec, le taux de croissance réelle du revenu disponible pour l'année 2015 a été révisé à la hausse de 0,2 point de pourcentage, passant de 1,9 % (données préliminaires) à 2,1 % (données révisées).

Ces révisions entraînent parfois des changements dans le classement provincial et territorial du revenu disponible par habitant. Par exemple, les résultats préliminaires laissaient entendre que le Québec figurait au dernier rang des provinces et territoires en 2015, alors qu'il se classe plutôt à l'avant-dernier rang dans la version révisée des estimations sur le revenu disponible.

Figure 3

Taux de croissance selon les estimations révisées et préliminaires du revenu disponible par habitant, en termes réels, provinces, territoires et Canada, 2014-2015



Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

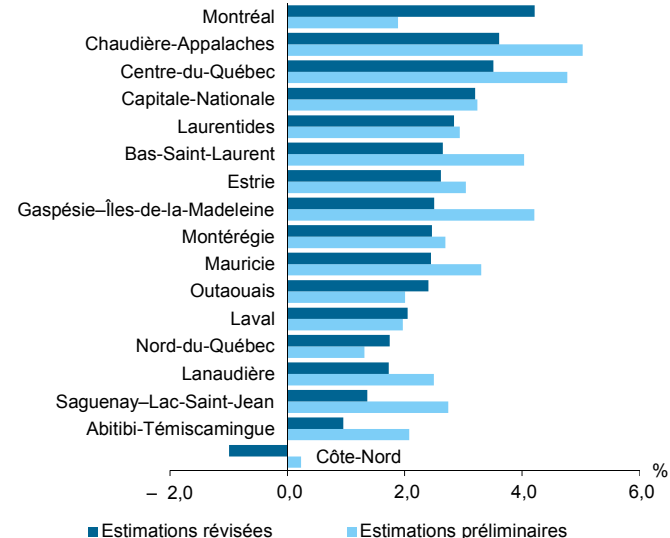
1. À l'occasion, les données sur le revenu disponible font l'objet de révisions historiques dont la portée est plus importante que les révisions effectuées chaque année. Les révisions historiques permettent d'améliorer les méthodes d'estimation et de modélisation, d'apporter des changements conceptuels et d'intégrer les dernières normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique. D'ailleurs, lors de la prochaine révision historique, prévue en 2019, la méthode d'estimation des transferts des sociétés financières aux particuliers sera vraisemblablement améliorée. Les estimations du revenu disponible ne sont donc pas définitives.

L'ensemble des régions administratives québécoises ont également vu leur taux de croissance du revenu disponible, exprimé en dollars courants, être révisé en 2015, à l'exception de la Capitale-Nationale, où il est demeuré inchangé. Les révisions les plus marquées ont été enregistrées à Montréal et en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Dans la région montréalaise, le taux de croissance a été révisé à la hausse de 2,3 points de pourcentage, tandis qu'en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, il a été révisé à la baisse de 1,7 point.

Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente du revenu disponible par habitant, tant à l'échelle des provinces et des territoires qu'à l'échelle des régions administratives, des municipalités régionales de comté (MRC) et des régions métropolitaines de recensement (RMR). Il importe de préciser que c'est l'Institut de la statistique du Québec qui produit les estimations infraprovinciales du revenu disponible, alors que Statistique Canada est de son côté responsable des estimations provinciales, territoriales et nationales. Ces deux organismes statistiques s'appuient sur les normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique pour produire leurs estimations.

Figure 4

Taux de croissance selon les estimations révisées et préliminaires du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, 2014-2015



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Explications de l'écart de revenu entre le Québec et le reste du Canada

En 2016, la différence au chapitre du revenu disponible par habitant entre le Québec et le reste du Canada était de 5 267 \$ en faveur de ce dernier. Le retard du Québec s'explique, d'une part, par la rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible, qui demeure nettement plus faible que dans le reste du pays. Cette situation peut être attribuable au fait que les Québécois, comparativement au reste des Canadiens, travaillent moins d'heures en moyenne et sont proportionnellement moins nombreux à travailler. Qui plus est, le salaire horaire des employés québécois continue de demeurer sous la moyenne canadienne.

D'autre part, les résidents du Québec ont un revenu disponible plus faible que le reste des Canadiens parce qu'ils cotisent davantage à un régime de retraite à prestations et à cotisations déterminées. Selon les normes internationales en matière de comptabilité macro-économique, les cotisations versées par les employés aux régimes à prestations et à cotisations déterminées doivent être soustraites du revenu, puisque l'adhésion à ces régimes de retraite est généralement obligatoire lorsqu'ils sont offerts par l'employeur. Elles viennent donc réduire le revenu dont disposent les particuliers pour consommer ou pour épargner volontairement. Les cotisations payées au titre de ces régimes de retraite sont considérées, dans les comptes économiques, comme des transferts courants versés par les particuliers aux sociétés financières. En 2016, ces transferts s'élevaient à 4 324 \$ par habitant au Québec, comparativement à 3 742 \$ dans l'ensemble du Canada.

Par ailleurs, sans l'intervention des différents ordres de gouvernement sous forme de transferts courants aux ménages (aide sociale, prestations d'assurance-emploi, rentes de retraite, crédits d'impôt remboursables, etc.), la différence de revenu entre le Québec et le reste du Canada serait encore plus grande. En 2016, les Québécois ont reçu, en moyenne, 1 047 \$ de plus en transferts gouvernementaux que les autres Canadiens. Étant donné que sa population y est plus âgée, le Québec reçoit, en moyenne, davantage en prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti que le reste du Canada. Les transferts gouvernementaux par habitant sont également plus élevés au Québec que dans le reste du pays en raison des différentes mesures d'aide financière destinées aux familles offertes par l'administration publique québécoise.

En contrepartie de transferts gouvernementaux plus importants, les Québécois consacrent une plus grande part de leur revenu à l'impôt, aux cotisations sociales et aux autres transferts versés aux administrations publiques que les autres Canadiens. Toutefois, si l'on regarde les transferts nets des administrations publiques, c'est-à-dire les transferts payés par les particuliers (impôts, cotisations sociales) moins les transferts reçus des différents ordres de gouvernement (prestations sociales, crédits d'impôt remboursables), on constate qu'ils occupent une proportion moindre dans le revenu disponible du Québec que dans celui du reste du Canada. En 2016, les transferts nets des administrations publiques représentent 11,8 % du revenu disponible au Québec contre 13,5 % dans le reste du pays.

Tableau 1

Comparaison du revenu disponible et ses composantes par habitant, en dollars courants, Québec et reste du Canada, 2016

	Québec	Reste du Canada	Écart du Québec
	\$ / hab.		
Rémunération des salariés	25 880	29 582	- 3 702
Revenu mixte net	3 568	5 402	- 1 834
Revenu agricole net	83	162	- 78
Revenu non agricole net	1 700	2 069	- 370
Revenu de location	1 785	3 171	- 1 386
Revenu net de la propriété	3 642	3 855	- 214
Égal :			
Revenu primaire	33 090	38 840	- 5 750
Plus :			
Transferts reçus	9 111	8 253	858
Des ISBLSM	113	135	- 22
Des sociétés financières	2 578	2 745	- 167
Des administrations publiques	6 351	5 303	1 047
Des non-résidents	69	69	0
Moins :			
Transferts payés	14 478	14 103	375
Aux ISBLSM	387	462	- 75
Aux sociétés financières	4 324	3 742	581
Aux administrations publiques	9 617	9 748	- 131
Impôts directs des particuliers	6 356	6 780	- 424
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 738	2 676	61
Autres transferts courants aux administrations publiques	524	292	231
Aux non-résidents	150	150	0
Égal :			
Revenu disponible	27 723	32 990	- 5 267

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Régions administratives

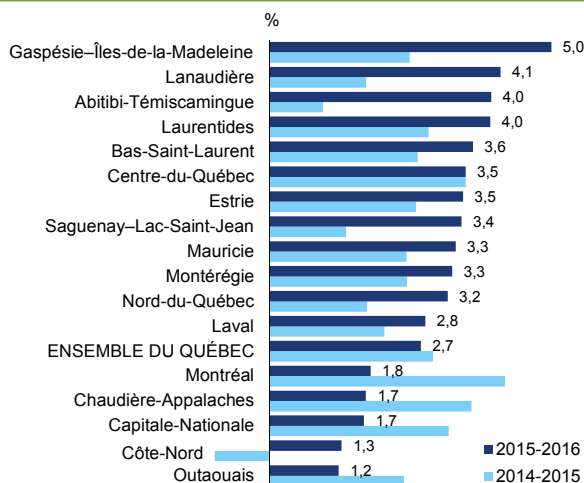
En 2016, le revenu disponible par habitant croît, en dollars courants², dans l'ensemble des régions administratives, bien qu'à des degrés divers. Avec une hausse de 5,0 %, la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est celle qui enregistre la plus forte progression du revenu disponible par habitant. La hausse des revenus de travail et du revenu net de la propriété a contribué à la bonne performance de la région. Grâce à une croissance soutenue, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine n'occupe plus le tout dernier rang des régions administratives pour ce qui est du revenu disponible par habitant. Elle se classe, en 2016, au quatorzième rang, avec un revenu disponible de 25 345 \$ par habitant. Il s'agit de son meilleur classement depuis que l'on compile des données régionales sur le revenu disponible.

Outre la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, onze régions connaissent une croissance, en dollars courants, supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec. Parmi celles-ci, Lanaudière, l'Abitibi-Témiscamingue et les Laurentides se distinguent avec un taux de croissance supérieur ou égal à 4,0 %. L'enrichissement des résidents de ces trois régions s'explique essentiellement par la hausse du revenu net de la propriété, de la rémunération des salariés ainsi que des transferts en provenance des sociétés financières.

En revanche, l'Outaouais (+ 1,2 %) est la région qui présente la progression la plus lente du revenu disponible entre 2015 et 2016, laquelle est attribuable, d'une part, à la stagnation de la rémunération des salariés, et d'autre part, au ralentissement du revenu net de la propriété. Le revenu disponible de cette région croît moins rapidement que celui de l'ensemble de la province pour une troisième année d'affilée. En raison de cette faible augmentation, l'Outaouais a glissé au classement des régions administratives; après avoir occupé sans interruption le sixième rang des régions administratives de 2002 à 2007, l'Outaouais se classe en 2016 au onzième rang, avec un revenu disponible par habitant de 26 030 \$.

Figure 5

Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015 et 2015-2016



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

2. Étant donné qu'il n'existe pas d'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages à l'échelle infraprovinciale, il n'est pas possible de calculer un taux de croissance du revenu disponible en termes réels pour les régions administratives, les MRC et les RMR.

Sur la Côte-Nord, la baisse de l'activité minière semble avoir influé fortement sur la croissance du revenu disponible. Après avoir subi un recul de 1,0 % en 2015, la Côte-Nord enregistre une hausse de 1,3 % en 2016, soit la deuxième plus faible augmentation parmi les régions du Québec. La rémunération des salariés, principale composante du revenu disponible, s'est contractée sur le territoire nord-côtier pour une deuxième année consécutive. La baisse des revenus relatifs au travail a toutefois été contrebalancée par l'effet conjugué d'une hausse importante des transferts en provenance des administrations publiques et des sociétés financières ainsi que d'une diminution de l'impôt payé. En raison de cette faible performance, la Côte-Nord (27 417 \$) présente pour la première fois, depuis 2009, un revenu disponible par habitant en dessous de la moyenne québécoise.

Pour une quatrième année consécutive, c'est la Capitale-Nationale qui affiche le revenu disponible par habitant le plus élevé des régions, celui-ci s'établissant à 28 848 \$. Elle est immédiatement suivie par la Montérégie (28 738 \$) et Montréal (28 631 \$). Le niveau de revenu élevé dans la Capitale-Nationale et en Montérégie est attribuable à un taux d'emploi et à une rémunération des salariés parmi les plus élevés du Québec. Quant à la région montréalaise, elle se caractérise par des revenus nets de la propriété particulièrement élevés, lesquels sont constitués notamment de revenus de placement.

À l'inverse, les régions de la Mauricie, du Nord-du-Québec et du Bas-Saint-Laurent continuent de fermer la marche, avec un revenu disponible inférieur à 25 250 \$ par habitant. Le faible niveau de revenu dans ces territoires s'explique, en grande partie, par le fait que la rémunération des salariés, le revenu mixte net et le revenu net de la propriété sont largement plus bas que dans le reste de la province.

Tableau 2

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, 2016

Rang	Région administrative	\$/hab.
1	Capitale-Nationale	28 848
2	Montréal	28 738
3	Montréal	28 631
4	Laurentides	28 505
5	Abitibi-Témiscamingue	28 114
6	Côte-Nord	27 417
7	Laval	27 334
8	Lanaudière	26 884
9	Chaudière-Appalaches	26 865
10	Estrie	26 105
11	Outaouais	26 030
12	Saguenay-Lac-Saint-Jean	25 915
13	Centre-du-Québec	25 475
14	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	25 345
15	Bas-Saint-Laurent	25 203
16	Nord-du-Québec	25 179
17	Mauricie	25 151

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Transferts gouvernementaux

Les différents ordres de gouvernement ont versé aux Québécois en transferts courants près de 53 milliards de dollars en 2016, ce qui représente 1,9 milliard de plus que l'année précédente (+ 3,7 %). La hausse des transferts gouvernementaux s'explique, premièrement, par l'instauration de l'allocation canadienne pour enfants en juillet 2016, qui s'avère globalement plus généreuse que les deux mesures qu'elle remplace, soit la prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) et la prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) et, deuxièmement, par l'augmentation importante, due au vieillissement de la population, des prestations du Régime des rentes du Québec (RRQ), de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti (SRG).

Par habitant, les transferts gouvernementaux s'élèvent au Québec à 6 351 \$. Ces transferts constituent la seconde source de revenus en importance pour les particuliers, la première étant la rémunération des salariés. Les principaux transferts versés aux particuliers sont les prestations du RRQ et du Régime de pensions du Canada (RPC) (1 632 \$/hab.) ainsi que celles de la Sécurité de la vieillesse et du SRG (1 542 \$/hab.). Ces prestations gouvernementales représentent ensemble la moitié de tous les transferts versés par les administrations publiques aux particuliers. Parmi les autres grandes composantes des transferts gouvernementaux, on retrouve les prestations parentales et familiales, incluant les crédits d'impôt pour frais de garde, ainsi que les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale.

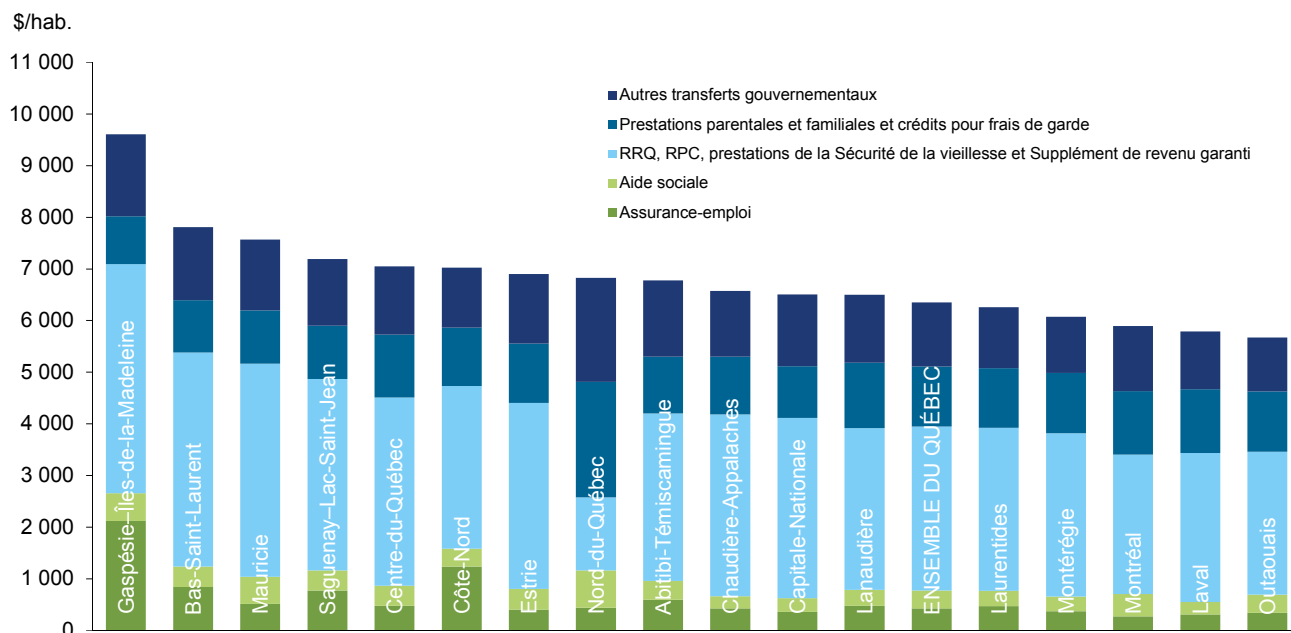
Il n'est donc pas étonnant de constater que ce sont les régions avec une forte proportion de personnes âgées de 65 ans et plus qui reçoivent le plus en transferts courants des différents ordres de gouvernement. C'est le cas de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (9 602 \$), du Bas-Saint-Laurent (7 808 \$) et de la Mauricie (7 568 \$). Dans ces trois régions, plus d'un résident sur cinq est âgé de 65 ans et plus.

À l'opposé, ayant une population relativement jeune, l'Outaouais (5 670 \$), Laval (5 784 \$) et Montréal (5 891 \$) sont les régions qui reçoivent le moins, par habitant, en transferts gouvernementaux. Globalement, ces trois régions reçoivent moins en prestations du RRQ, du RPC, de la Sécurité de la vieillesse et du SRG que la moyenne québécoise. En contrepartie, les prestations parentales et familiales demeurent plus élevées dans ces territoires que dans l'ensemble du Québec.

Par ailleurs, les transferts gouvernementaux ont augmenté dans l'ensemble des régions administratives entre 2015 et 2016. Le Nord-du-Québec est la région qui a connu la plus forte hausse, les transferts courants en provenance des administrations publiques ayant augmenté de 6,4 %, en raison notamment de l'accroissement des prestations parentales et familiales. À l'autre bout du spectre, la Capitale-Nationale (+ 1,7 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,2 %) sont les régions où ils ont progressé le plus lentement.

Figure 6

Transferts gouvernementaux par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2016



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Municipalités régionales de comté

En 2016, le revenu disponible par habitant croît en regard de 2015 dans l'ensemble des municipalités régionales de comté (MRC), à l'exception de Beauce-Sartigan (– 3,0 %), des Collines-de-l'Outaouais (– 1,7 %) ainsi que de deux territoires supralocaux de la Côte-Nord, soit Caniapiscau (– 2,5 %) et Minganie (– 0,1 %). Dans les deux territoires nord-côtiers, la diminution est attribuable au repli de la rémunération des salariés et du revenu net des entreprises individuelles, tandis que dans Beauce-Sartigan et Les Collines-de-l'Outaouais, le recul du revenu disponible s'explique principalement par la baisse du revenu net de la propriété.

Sur les 104 MRC de la province, 77 connaissent une croissance supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec. Les MRC de Memphrémagog et d'Argenteuil, avec un taux de croissance de 6,2 % chacune, sont celles qui enregistrent les hausses les plus prononcées en 2016. L'augmentation marquée du revenu net de la propriété a constitué le principal moteur de la croissance du revenu disponible dans ces deux territoires supralocaux.

Notons que l'ensemble des MRC du Saguenay–Lac-Saint-Jean, du Nord-du-Québec, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de Lanaudière montrent une croissance du revenu disponible supérieure à celle de la province en 2016. Les augmentations les plus remarquables dans le Saguenay–Lac-Saint-Jean sont notées dans les MRC de Maria-Chapdelaine (+ 4,5 %) et du Fjord-du-Saguenay (+ 4,3 %), tandis que dans le Nord-du-Québec, ce sont les territoires supralocaux de l'Administration régionale Kativik (+ 4,3 %) et de Jamésie (+ 3,3 %) qui se démarquent par leurs fortes progressions. En ce qui a trait à la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les augmentations les plus spectaculaires sont recensées dans Bonaventure (+ 5,9 %) et Le Rocher-Percé (+ 5,8 %). Enfin, dans Lanaudière, des hausses substantielles ont été enregistrées dans les MRC de Montcalm (+ 5,3 %), de D'Autray (+ 4,6 %) et de Joliette (+ 4,6 %).

En dépit d'une baisse enregistrée pour une deuxième année de suite, la MRC de Caniapiscau, dont l'économie est axée sur l'exploitation des ressources minières, continue de présenter le revenu disponible le plus élevé, celui-ci s'établissant à 34 108 \$ par habitant. Elle est suivie de près par Les Pays-d'en-Haut (34 066 \$) dans les Laurentides et L'Île-d'Orléans (33 869 \$) située dans la Capitale-Nationale. Comme l'illustre la [figure 8](#), les territoires supralocaux

affichant les revenus les plus élevés se concentrent principalement dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal ainsi que dans les régions dont l'économie repose en bonne partie sur l'exploitation des ressources minières, comme la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue.

À l'autre bout du spectre, les MRC de la péninsule gaspésienne, du Bas-Saint-Laurent, de l'Estrie ainsi que celles situées au nord des régions de l'Outaouais, des Laurentides, de Lanaudière, de la Mauricie et du Nord-du-Québec font moins bonne figure et continuent d'être à la traîne.

Tout comme en 2015, l'Administration régionale Kativik est le territoire supralocal qui présente le revenu disponible par habitant le plus faible en 2016. Dans ce territoire nordique, la proportion de personnes en âge de travailler est nettement plus faible que dans le reste du Québec, ce qui a une incidence globale sur le niveau de revenu, puisque ce sont surtout les 15-64 ans qui gagnent des revenus de travail, principale source de revenus des particuliers. En 2016, près du tiers de la population avait moins de 15 ans. Les jeunes de cette tranche d'âge sont évidemment moins susceptibles d'avoir des revenus.

Régions métropolitaines de recensement

C'est la région métropolitaine de recensement (RMR) de Sherbrooke qui connaît la plus forte croissance du revenu disponible par habitant en 2016, soit une hausse de 3,6 % qui suit celle de 2,9 % enregistrée un an plus tôt. L'enrichissement des résidents de Sherbrooke s'explique essentiellement par l'augmentation marquée du revenu net de la propriété. Les RMR de Trois-Rivières (+ 3,5 %) et de Saguenay (+ 3,2 %) enregistrent aussi une hausse supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec, sous l'effet combiné d'une progression plus importante du revenu net de la propriété ainsi que des transferts en provenance des sociétés financières.

À l'opposé, avec un taux de croissance de 0,8 %, Gatineau connaît la hausse la plus faible parmi les six RMR québécoises. Depuis les trois dernières années, le revenu disponible de cette RMR croît, constamment, à un rythme moins rapide que celui du Québec, en raison notamment d'une stagnation des revenus de travail.

Tableau 3

Les MRC présentant les revenus disponibles par habitant les plus élevés et les plus faibles, en dollars courants, 2016

MRC	Région administrative	Revenu disponible \$/hab.	MRC	Région administrative	Revenu disponible \$/hab.
Les plus élevés			Les plus faibles		
Caniapiscau	CNO	34 108	Administration régionale Kativik	NQC	20 957
Les Pays-d'en-Haut	LAUR	34 066	Les Sources	ESTR	22 233
L'Île-d'Orléans	CNAT	33 869	La Haute-Gaspésie	GIM	22 713
La Jacques-Cartier	CNAT	32 096	La Tuque	MAU	22 764
La Vallée-du-Richelieu	MTRG	31 980	Le Haut-Saint-Laurent	MTRG	22 944
Memphrémagog	ESTR	31 774	La Matapédia	BSL	23 021
Thérèse-De Blainville	LAUR	31 572	La Vallée-de-la-Gatineau	OUT	23 398
La Côte-de-Beaupré	CNAT	30 515	Pontiac	OUT	23 412
Marguerite-d'Youville	MTRG	30 231	Le Haut-Saint-François	ESTR	23 747
Longueuil	MTRG	30 003	La Mitis	BSL	23 765
Vaudreuil-Soulanges	MTRG	29 873	Témiscouata	BSL	23 812
Jamésie	NQC	29 846	Acton	MTRG	23 814
Les Collines-de-l'Outaouais	OUT	29 665	Shawinigan	MAU	24 050
Brome-Missisquoi	MTRG	29 588	Mékinac	MAU	24 051
La Vallée-de-l'Or	A-T	29 255	Maria-Chapdelaine	SLSJ	24 106
Rouyn-Noranda	A-T	29 048	Avignon	GIM	24 194
Lévis	C-A	28 941	Montcalm	LND	24 231
Québec	CNAT	28 841	L'Islet	C-A	24 393
Montréal	MTL	28 631	Les Basques	BSL	24 434
Sept-Rivières	CNO	28 565	Papineau	OUT	24 495

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

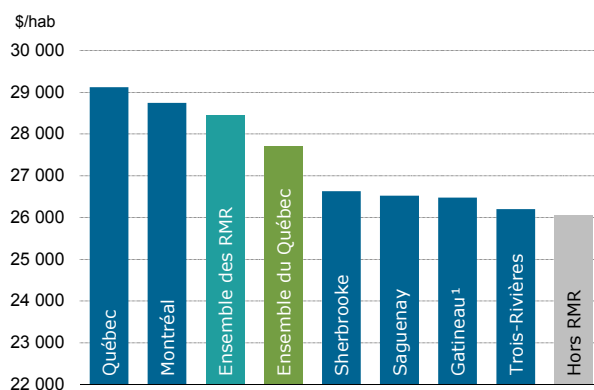
Québec devance Montréal

Bien qu'elle ait connu une croissance relativement modeste en 2016, Québec demeure en tête des RMR québécoises, avec un revenu disponible par habitant de 29 117 \$. Elle continue de devancer Montréal (28 745 \$), seule autre région métropolitaine à présenter un revenu disponible par habitant supérieur à celui observé au Québec. Viennent ensuite les RMR de Sherbrooke (26 634 \$), de Saguenay (26 526 \$), de Gatineau (26 477 \$) et de Trois-Rivières (26 202 \$).

D'ailleurs, les résidents de Trois-Rivières sont ceux qui reçoivent le plus en transferts gouvernementaux. Ils ont reçu, en moyenne, près de 7 200 \$ en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables, soit environ 850 \$ de plus que la moyenne québécoise. Les principaux transferts gouvernementaux versés aux résidents de cette RMR sont les prestations du RRQ, de la Sécurité de la vieillesse et du SRG. En revanche, ayant une population relativement jeune, les RMR de Gatineau et de Montréal sont celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux par habitant.

Enfin, signalons que le revenu disponible par habitant des régions métropolitaines demeure largement au-dessus de celui des territoires non métropolitains. Il s'élève en 2016 à 28 456 \$ dans l'ensemble des RMR du Québec, comparativement à 26 073 \$ dans les zones non métropolitaines, soit une différence de 2 383 \$. Toutefois, les disparités de revenu tendent à s'estomper légèrement entre les régions métropolitaines et non métropolitaines au cours des dernières années. À preuve, le revenu disponible par habitant des zones non métropolitaines est passé de 89,6 % de la moyenne des RMR en 2010 à 91,6 % en 2016.

Figure 7
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, RMR et ensemble du Québec, 2016

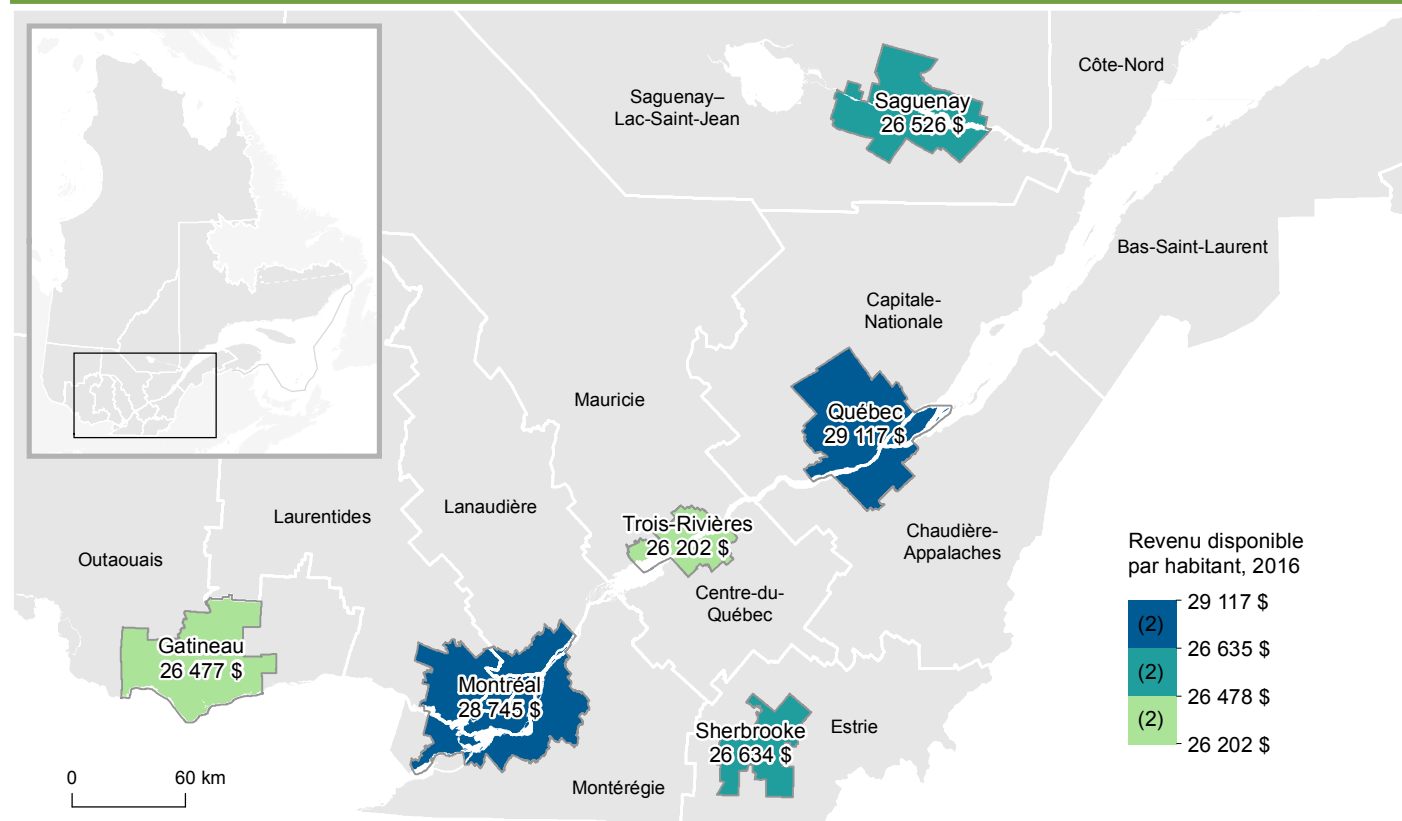


1. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Carte 1

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions métropolitaines de recensement du Québec, 2016

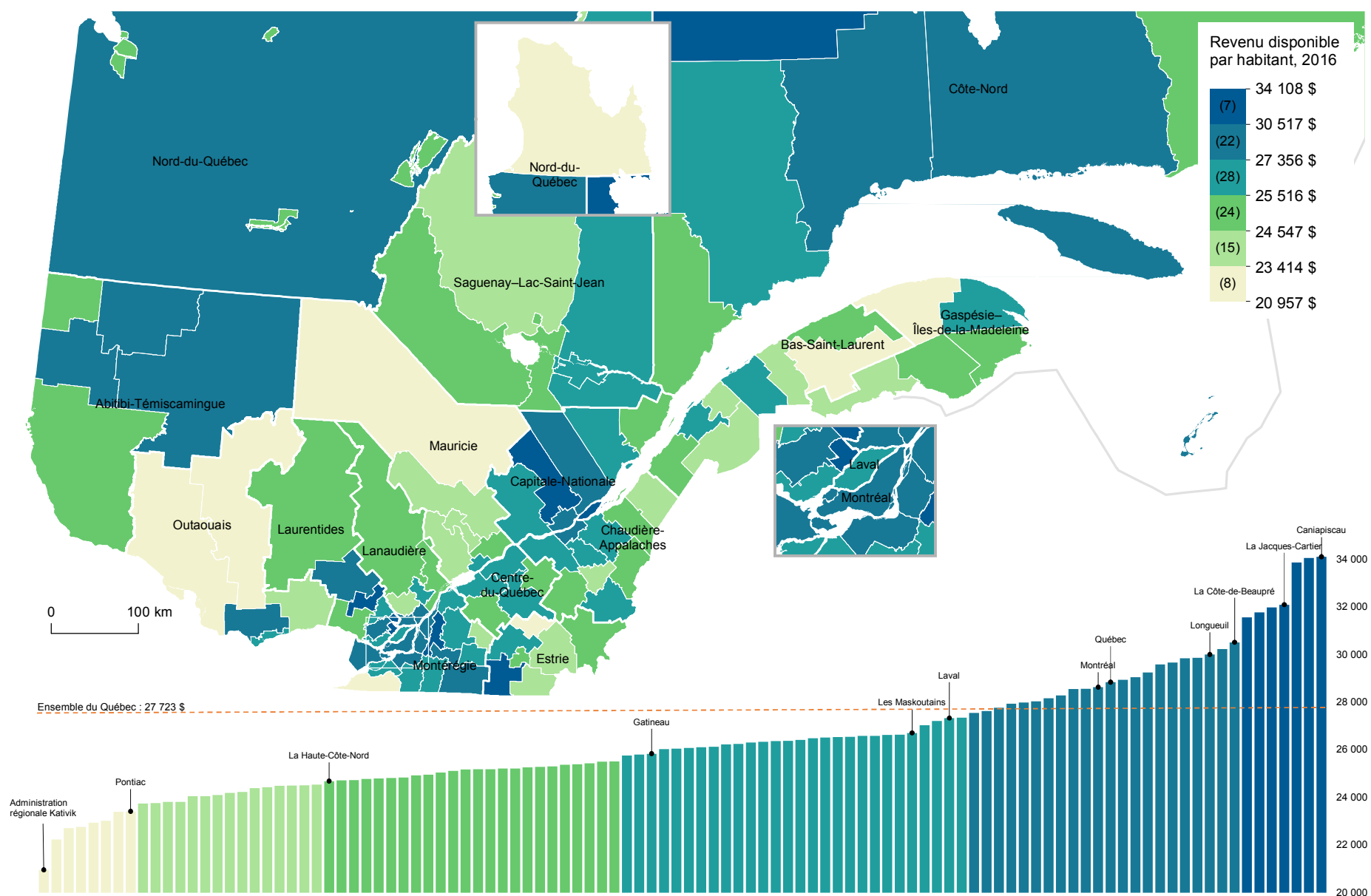


Note : Selon le découpage géographique des RMR au 31 décembre 2011.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Données des limites géographiques : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et Statistique Canada.

Figure 8
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, MRC du Québec, 2016



Sources :
Données sur le revenu : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.
Limites administratives : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Tableau 4

Composantes du revenu disponible par habitant, en dollars courants, ensemble du Québec, 2012-2016

	2012	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^p
	\$ / hab.				
Rémunération des salariés	23 839	24 410	24 904	25 406	25 880
Revenu mixte net	3 479	3 522	3 488	3 521	3 568
Revenu agricole net	88	74	81	82	83
Revenu non agricole net	1 794	1 778	1 699	1 665	1 700
Revenu de location	1 597	1 671	1 708	1 774	1 785
Revenu net de la propriété	3 126	2 957	3 251	3 542	3 642
Égal :					
Revenu primaire	30 444	30 889	31 644	32 469	33 090
Plus :					
Transferts courants reçus	7 706	7 979	8 221	8 723	9 111
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	107	105	105	106	113
Des sociétés financières	1 955	2 079	2 157	2 376	2 578
Des administrations publiques	5 584	5 733	5 896	6 173	6 351
Administration fédérale	2 508	2 543	2 595	2 804	2 949
Allocations familiales et prestations fiscales pour enfants	289	290	288	292	478
Prestation universelle pour la garde d'enfants	78	78	77	212	108
Prestations d'assurance-emploi	432	410	422	436	422
Prestations de la sécurité de la vieillesse	1 339	1 377	1 433	1 475	1 542
Transferts divers et autres	371	388	375	388	400
Administration provinciale	1 673	1 737	1 787	1 785	1 766
Indemnités des accidentés du travail	216	199	207	201	206
Prestations d'assurance parentale	221	228	231	234	235
Soutien aux enfants	268	271	268	267	266
Aide sociale	348	351	353	350	347
Transferts divers	620	687	728	733	712
Administrations autochtones	6	6	5	4	4
Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada	1 397	1 447	1 510	1 579	1 632
Des non-résidents	60	62	63	68	69
Moins :					
Transferts courants payés	12 997	13 178	13 641	14 200	14 478
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	386	372	370	375	387
Aux sociétés financières	3 688	3 736	3 937	4 168	4 324
Aux administrations publiques	8 790	8 927	9 195	9 513	9 617
Impôts directs des particuliers	5 793	5 827	6 032	6 286	6 356
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 487	2 564	2 635	2 694	2 738
Autres transferts courants aux administrations publiques	509	536	529	534	524
Aux non-résidents	133	142	138	143	150
Égal :					
Revenu disponible	25 153	25 690	26 225	26 991	27 723

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie.
Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2006-2016

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^r	2014 ^r	2015 ^r	2016 ^p
	\$ / hab.										
Canada	23 641	24 696	25 816	26 192	27 177	27 894	28 686	29 645	30 306	31 459	31 781
Terre-Neuve-et-Labrador	19 593	21 423	23 114	24 601	25 676	27 272	29 038	30 385	31 309	32 179	32 561
Île-du-Prince-Édouard	19 686	20 672	21 771	22 801	23 984	24 202	25 048	25 407	26 193	26 977	28 112
Nouvelle-Écosse	20 487	21 322	22 502	23 343	24 425	24 969	25 701	26 735	27 364	27 875	28 519
Nouveau-Brunswick	19 840	21 057	22 378	23 136	24 385	25 084	25 903	26 616	27 351	27 803	29 168
Québec	20 941	21 755	22 882	23 155	23 738	24 393	25 153	25 690	26 225	26 991	27 723
Ontario	24 214	25 162	25 977	26 745	27 795	28 218	28 470	29 313	29 889	31 212	32 093
Manitoba	20 489	21 752	22 938	23 611	24 453	25 194	26 205	27 062	27 459	28 801	29 076
Saskatchewan	21 157	23 401	26 885	26 454	27 596	29 379	30 419	32 154	31 968	33 482	32 717
Alberta	30 390	31 293	32 947	32 133	33 623	35 047	37 301	38 641	39 828	40 866	37 298
Colombie-Britannique	24 580	25 935	26 713	26 835	27 803	28 546	29 415	30 796	31 530	33 018	34 395
Yukon	29 190	32 190	33 426	33 855	36 131	37 427	38 272	39 231	40 335	41 862	42 850
Territoires du Nord-Ouest	30 432	34 721	35 502	35 412	36 947	36 942	37 092	39 408	40 235	41 412	41 486
Nunavut	23 919	22 774	26 997	25 736	27 164	27 869	28 986	29 000	29 722	29 993	31 229

Sources : Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux* et Division de la démographie.
Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, MRC¹ et ensemble du Québec, 2015-2016

Code	MRC par région administrative	2015 ^r	2016 ^p	Var.	Code	MRC par région administrative	2015 ^r	2016 ^p	Var.
		\$/hab.		%			\$/hab.		%
Ensemble du Québec					10 Nord-du-Québec		24 401	25 179	3,2
01 Bas-Saint-Laurent		24 317	25 203	3,6	991	Jamésie	28 898	29 846	3,3
07 La Matapédia		21 999	23 021	4,6	992	Administration régionale Kativik	20 093	20 957	4,3
08 La Matanie		24 029	24 800	3,2	993	Eeyou Istchee ²	24 028	24 723	2,9
09 La Mitis		22 878	23 765	3,9	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		24 127	25 345	5,0
10 Rimouski-Neigette		26 033	26 632	2,3	01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	26 603	27 551	3,6
11 Les Basques		23 499	24 434	4,0	02	Le Rocher-Percé	23 814	25 185	5,8
12 Rivière-du-Loup		24 938	26 252	5,3	03	La Côte-de-Gaspé	25 128	26 534	5,6
13 Témiscouata		22 906	23 812	4,0	04	La Haute-Gaspésie	21 529	22 713	5,5
14 Kamouraska		23 862	24 729	3,6	05	Bonaventure	24 084	25 508	5,9
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean		25 055	25 915	3,4	06	Avignon	23 376	24 194	3,5
91 Le Domaine-du-Roy		24 355	25 263	3,7	12 Chaudière-Appalaches		26 410	26 865	1,7
92 Maria-Chapdelaine		23 066	24 106	4,5	17	L'Islet	23 457	24 393	4,0
93 Lac-Saint-Jean-Est		24 542	25 379	3,4	18	Montmagny	23 946	25 301	5,7
941 Saguenay		25 784	26 586	3,1	19	Bellechasse	25 139	26 384	5,0
942 Le Fjord-du-Saguenay		24 747	25 800	4,3	251	Lévis	28 888	28 941	0,2
03 Capitale-Nationale		28 369	28 848	1,7	26	La Nouvelle-Beauce	25 406	26 370	3,8
15 Charlevoix-Est		24 037	24 930	3,7	27	Robert-Cliche	24 015	24 545	2,2
16 Charlevoix		26 351	26 546	0,7	28	Les Etchemins	24 222	25 113	3,7
20 L'Île-d'Orléans		32 913	33 869	2,9	29	Beauce-Sartigan	27 455	26 640	-3,0
21 La Côte-de-Beaupré		29 878	30 515	2,1	31	Les Appalaches	24 070	25 214	4,8
22 La Jacques-Cartier		31 948	32 096	0,5	33	Lotbinière	25 383	26 055	2,6
23 Québec		28 397	28 841	1,6	13 Laval		26 593	27 334	2,8
34 Portneuf		25 625	26 493	3,4	14 Lanaudière		25 815	26 884	4,1
04 Mauricie		24 340	25 151	3,3	52	D'Autray	24 271	25 393	4,6
35 Mékinac		23 034	24 051	4,4	60	L'Assomption	27 150	28 289	4,2
36 Shawinigan		23 255	24 050	3,4	61	Joliette	25 177	26 342	4,6
371 Trois-Rivières		25 275	26 114	3,3	62	Matawinie	24 396	25 431	4,2
372 Les Chenaux		23 928	24 961	4,3	63	Montcalm	23 022	24 231	5,3
51 Maskinongé		23 862	24 514	2,7	64	Les Moulins	26 837	27 769	3,5
90 La Tuque		22 289	22 764	2,1	15 Laurentides		27 421	28 505	4,0
05 Estrie		25 231	26 105	3,5	72	Deux-Montagnes	26 017	27 030	3,9
30 Le Granit		23 793	24 783	4,2	73	Thérèse-De Blainville	30 536	31 572	3,4
40 Les Sources		22 197	22 233	0,2	74	Mirabel	26 590	27 937	5,1
41 Le Haut-Saint-François		22 860	23 747	3,9	75	La Rivière-du-Nord	25 367	26 306	3,7
42 Le Val-Saint-François		26 000	26 589	2,3	76	Argenteuil	23 587	25 043	6,2
43 Sherbrooke		24 630	25 288	2,7	77	Les Pays-d'en-Haut	32 132	34 066	6,0
44 Coaticook		23 460	24 497	4,4	78	Les Laurentides	27 636	28 044	1,5
45 Memphrémagog		29 915	31 774	6,2	79	Antoine-Labelle	23 596	24 815	5,2
06 Montréal		28 122	28 631	1,8	16 Montérégie		27 827	28 738	3,3
07 Outaouais		25 712	26 030	1,2	46	Brome-Missisquoi	28 535	29 588	3,7
80 Papineau		23 544	24 495	4,0	47	La Haute-Yamaska	25 170	26 516	5,3
81 Gatineau		25 517	25 837	1,3	48	Acton	22 890	23 814	4,0
82 Les Collines-de-l'Outaouais		30 166	29 665	-1,7	53	Pierre-De Saurel	25 468	26 233	3,0
83 La Vallée-de-la-Gatineau		22 405	23 398	4,4	54	Les Maskoutains	25 923	26 709	3,0
84 Pontiac		22 442	23 412	4,3	55	Rouville	26 390	27 627	4,7
08 Abitibi-Témiscamingue		27 040	28 114	4,0	56	Le Haut-Richelieu	26 516	27 354	3,2
85 Témiscamingue		24 546	25 219	2,7	57	La Vallée-du-Richelieu	31 280	31 980	2,2
86 Rouyn-Noranda		27 918	29 048	4,0	58	Longueuil	29 214	30 003	2,7
87 Abitibi-Ouest		24 751	25 514	3,1	59	Marguerite-D'Youville	29 327	30 231	3,1
88 Abitibi		27 377	28 559	4,3	67	Roussillon	27 008	27 991	3,6
89 La Vallée-de-l'Or		28 016	29 255	4,4	68	Les Jardins-de-Napierville	26 300	27 214	3,5
09 Côte-Nord		27 068	27 417	1,3	69	Le Haut-Saint-Laurent	22 475	22 944	2,1
95 La Haute-Côte-Nord		23 680	24 685	4,2	70	Beauharnois-Salaberry	25 023	26 127	4,4
96 Manicouagan		25 835	26 420	2,3	71	Vaudreuil-Soulanges	28 790	29 873	3,8
971 Sept-Rivières		28 541	28 565	0,1	17 Centre-du-Québec		24 611	25 475	3,5
972 Caniapiscau		34 985	34 108	-2,5	32	L'Érable	23 669	24 841	5,0
981 Minganie		28 199	28 170	-0,1	38	Bécancour	24 728	26 033	5,3
982 Le Golfe-du-Saint-Laurent		23 944	25 191	5,2	39	Arthabaska	24 609	25 758	4,7
					49	Drummond	24 772	25 177	1,6
					50	Nicolet-Yamaska	24 759	26 085	5,4

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2016. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Tableau 7

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2015-2016

Régions	Revenu disponible			Revenu primaire			Transferts courants reçus			Transferts courants payés		
	2015 ^r	2016 ^p	Var.	2015 ^r	2016 ^p	Var.	2015 ^r	2016 ^p	Var.	2015 ^r	2016 ^p	Var.
	\$/hab.		%	\$/hab.		%	\$/hab.		%	\$/hab.		%
Régions administratives												
01 Bas-Saint-Laurent	24 317	25 203	3,6	25 294	25 887	2,3	10 204	10 673	4,6	11 182	11 357	1,6
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	25 055	25 915	3,4	27 761	28 357	2,1	10 010	10 527	5,2	12 716	12 969	2,0
03 Capitale-Nationale	28 369	28 848	1,7	34 318	34 663	1,0	9 963	10 298	3,4	15 912	16 114	1,3
04 Mauricie	24 340	25 151	3,3	25 339	25 832	1,9	10 461	10 940	4,6	11 460	11 621	1,4
05 Estrie	25 231	26 105	3,5	27 996	28 581	2,1	9 336	9 747	4,4	12 102	12 223	1,0
06 Montréal	28 122	28 631	1,8	35 047	35 574	1,5	7 922	8 227	3,9	14 847	15 170	2,2
07 Outaouais	25 712	26 030	1,2	32 444	32 521	0,2	8 441	8 830	4,6	15 173	15 321	1,0
08 Abitibi-Témiscamingue	27 040	28 114	4,0	32 534	33 681	3,5	8 693	9 047	4,1	14 186	14 614	3,0
09 Côte-Nord	27 068	27 417	1,3	32 377	32 408	0,1	9 286	9 713	4,6	14 595	14 703	0,7
10 Nord-du-Québec	24 401	25 179	3,2	25 742	26 196	1,8	7 258	7 795	7,4	8 600	8 811	2,5
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	24 127	25 345	5,0	22 540	23 605	4,7	11 625	12 041	3,6	10 038	10 301	2,6
12 Chaudière-Appalaches	26 410	26 865	1,7	30 892	31 128	0,8	8 912	9 274	4,1	13 394	13 538	1,1
13 Laval	26 593	27 334	2,8	33 377	34 032	2,0	7 836	8 198	4,6	14 621	14 896	1,9
14 Lanaudière	25 815	26 884	4,1	30 496	31 433	3,1	8 605	9 076	5,5	13 285	13 625	2,6
15 Laurentides	27 421	28 505	4,0	33 084	34 060	3,0	8 560	9 014	5,3	14 222	14 570	2,4
16 Montérégie	27 827	28 738	3,3	34 493	35 305	2,4	8 482	8 922	5,2	15 148	15 489	2,2
17 Centre-du-Québec	24 611	25 475	3,5	26 903	27 592	2,6	8 900	9 291	4,4	11 192	11 408	1,9
Régions métropolitaines de recensement¹												
408 Saguenay	25 693	26 526	3,2	29 149	29 736	2,0	10 183	10 722	5,3	13 639	13 932	2,1
421 Québec	28 734	29 117	1,3	35 623	35 851	0,6	9 652	9 984	3,4	16 541	16 718	1,1
433 Sherbrooke	25 699	26 634	3,6	29 450	30 109	2,2	9 137	9 531	4,3	12 888	13 007	0,9
442 Trois-Rivières	25 315	26 202	3,5	27 776	28 311	1,9	10 173	10 687	5,0	12 634	12 796	1,3
462 Montréal	28 027	28 745	2,6	35 439	36 125	1,9	7 957	8 324	4,6	15 369	15 705	2,2
505 Gatineau ²	26 268	26 477	0,8	34 360	34 311	– 0,1	8 166	8 552	4,7	16 258	16 386	0,8
Ensemble du Québec	26 991	27 723	2,7	32 469	33 090	1,9	8 723	9 111	4,5	14 200	14 478	2,0

1. Selon le découpage géographique des RMR au 31 décembre 2011.

2. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Notice bibliographique suggérée

LADOUCEUR, Stéphane (2018). « Revenu disponible », Bulletin Flash, [En ligne], mars, Institut de la statistique du Québec, p. 1-11. [\[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/revenu-menage/revenu-disponible-2018.pdf\]](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comptes-economiques/revenu-menage/revenu-disponible-2018.pdf).

Abréviations et signes conventionnels : \$ En dollars p Donnée provisoire r Donnée révisée Var. Variation hab. Habitant Régions administratives A-T Abitibi-Témiscamingue BSL Bas-Saint-Laurent C-A Chaudière-Appalaches CNAT Capitale-Nationale CNO Côte-Nord CQC Centre-du-Québec ESTR Estrie GIM Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine LAUR Laurentides LND Lanaudière LVL Laval MAU Mauricie MTL Montréal MTRG Montérégie NQC Nord-du-Québec OUT Outaouais SLSJ Saguenay–Lac-Saint-Jean	Cette publication a été réalisée par : Stéphane Ladouceur Sous la direction de : Pierre Cauchon Avec l'assistance technique de : Sophie Desfossés Virginie Lachance Danny Sanfaçon Cartographie : Maxime Keith Révision linguistique : Sarah Bélanger Pour plus de renseignements : Stéphane Ladouceur Direction des statistiques sectorielles et du développement durable Institut de la statistique du Québec 200, chemin Sainte-Foy, 3 ^e étage Québec (Québec) G1R 5T4 Téléphone : (418) 691-2411, poste 3084 Courriel : stephane.ladouceur@stat.gouv.qc.ca		Dépôt légal Bibliothèque et Archives Canada Bibliothèque et Archives nationales du Québec 1 ^{er} trimestre 2018 ISSN 2291-0867 (en ligne) © Gouvernement du Québec Institut de la statistique du Québec Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec. www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm 